

À PROPOS DE LA GUERRE CIVILE EN LIBYE

De Léon Blum à Nicolas Sarkozy

Par Zineddine Sekfali,
ancien ministre

Le jeudi 10 mars 2011, résonnant comme un coup de tonnerre dans le ciel des diplomaties timorées et desdites realpolitiks cyniques, le président français, qui est issu comme on le sait de la droite, a pris deux décisions qu'il a aussitôt mises en œuvre : d'abord, recevoir officiellement et publiquement des « rebelles libyens », ensuite reconnaître leur « Conseil national de transition ». Last but not least, il a parlé d'éventuelles « frappes aériennes ciblées » contre les armes et les forces répressives de Kadhafi... Les chancelleries à l'ambiance ronronnante se sont subitement animées et les diplomates, dont un célèbre écrivain ambassadeur aimait à rappeler « la douce incompétence », se sont affolés invoquant toutes sortes d'arguments pour que, en définitive, rien ne bouge et rien ne change. Mais que ne se rappellent-ils ce qu'il advint du Front populaire et de la République espagnols, abandonnés sans secours ni assistance, et livrés aux « nationalistes », au nom d'un principe de « non-intervention » inventé pour les besoins de la cause pour excuser leur non-assistance à une démocratie naissante. Pendant presque trois ans, ce fut alors « le temps des sanginaires : pas de grâce, pas de quartier ! », pour reprendre des mots de V. Hugo. La répression fut tellement sauvage que la dictature perdura jusqu'à la mort du dictateur en 1975.

Il y a, en effet, soixante-quinze ans de cela, précisément en août 1936, le général Franco, qui était en garnison au Maroc, débarquait



en Espagne à la tête de nombreuses troupes coloniales « Los Terceros » et « Los Mauros », pour donner la chasse aux Républicains et renverser la République proclamée cinq ans auparavant. Des milliers d'Espagnols se réfugièrent en Algérie, notamment à l'ouest du pays ; les gens de mon âge ont en connu quelques-uns dans les années 1950 et ne les oublient pas. Or, il y avait en France à cette année 1936, une République, un Front populaire, et à la tête du gouvernement, un socialiste : Léon Blum. L'histoire a retenu que c'est lui qui a inventé sinon invoqué le fameux « principe de non-intervention », l'a défendu bec et ongles devant ses amis de gauche qui n'en voulaient pas et

l'a ensuite transformé en « pacte » qu'il fit signer à une vingtaine de pays démocratiques, qu'ils fussent des républiques ou des monarchies, comme le Royaume-Uni. Trois Etats européens refusèrent de signer cet engagement ; c'était en l'occurrence : l'Allemagne de Hitler, l'Italie de Mussolini et le Portugal de Salazar. Ces dictateurs fournirent à leur collègue espagnol armes, munitions, troupes aguerries et même des appuis aériens. Les dictateurs faisaient donc corps entre eux, pendant que les démocraties, pour un principe préfabriqué sans apparemment en avoir calculé ses conséquences, étaient en train de s'affaiblir ou en tout cas, en train d'afficher au grand jour toutes leurs faiblesses et défaillances.



L'honneur fut cependant, sauf grâce à quelques hommes, brillants intellectuels et patriotes épris de liberté ; je citerai parmi les plus emblématiques, deux d'entre eux : André Malraux et Jean Moulin, que l'on remarquera plus tard encore, portés par le cours de l'Histoire de leur pays.

Demain ou après-demain, vont se réunir plusieurs aréopages, comme la Ligue arabe, l'Union européenne, l'Otan et le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui a défaut d'être des cénacles de sages, sont des conférences internationales, lieux de conflits feutrés mais féroces, de compromis plus ou moins équilibrés, de compromissions peu avouables, à l'occasion desquelles les intérêts étatiques priment souvent sur l'intérêt

général, les droits nationaux sur le droit international, le pétrole et les affaires sur les droits de l'homme et sur sa dignité. Est-ce que cette affaire libyenne qui a rallumé les espoirs légitimes de la « rue arabe » et laissé quasiment aphasiques les politiques arabes pourtant amoureux de l'art oratoire, va changer la donne dans ces aréopages, comme elle a déjà réussi à le faire grâce à l'opiniâtreté du peuple libyen et à son amour de la liberté et de la démocratie, dans les opinions publiques du monde entier ? Ou est-ce que la bestiale sauvagerie d'un fou du pouvoir et les extravagances de sa progéniture vont finir par l'emporter sur la morale et le droit ? Nous le saurons bientôt.

Z. S.

PRÉNOMS BERBÈRES

Haine de soi ou voix de son maître

Par Saïd Doumane,
ancien détenu politique

Tel le phénix renaissant de ses cendres, le déni identitaire dans notre pays refait régulièrement surface. La berbérophobie ancrée dans les mentalités et certaines institutions officielles n'a pas pris fin en 2002 avec la reconnaissance constitutionnelle du fait amazigh. Le décor constitutionnel est loin d'avoir arrêté le processus d'extinction programmé de l'identité berbère. Était-ce son objectif ?

Ainsi en 2011, trois décennies après le « Printemps berbère » de 1980, donner un prénom berbère à un nouveau-né à Tizi-Ouzou relève encore du parcours du combattant. Voilà plus de quatre mois que bébé Maksén, comme l'appellent affectueusement ses cousins, est venu au monde sans avoir encore d'existence officielle : non inscrit sur le registre d'état civil de la mairie de Tizi-Ouzou. Ainsi en ont décidé les responsables de cette institution dirigée par une « assemblée populaire », décision entérinée par un magistrat de la même cité, au motif que le prénom Maksén ne figure pas sur la liste du ministère de l'Intérieur. Même en présentant les preuves historiques et scientifiques de ce prénom (dictionnaires des prénoms élaborés

par des universitaires dont celui de K. Naït Zerrad, professeur de linguistique berbère à l'Inalco, Paris), lesdites autorités s'en sont tenues à leur liste « sacrée ». Nous sommes ainsi contraints de tenter de justifier de notre existence millénaire pour être admis dans l'Algérie d'aujourd'hui !

Retour du refoulé, persistance des « vieilles lunes » antiberbères, inculture de certaines autorités, décision discriminatoire ou raciste délibérée, l'acte est d'une extrême gravité parce que commis au nom de l'Etat algérien.

Qu'un officier d'état civil ou un président d'APC aux ordres ou ignorant l'histoire et la culture de leur pays se conduisent de la sorte, passe encore car monnaie courante dans notre pays, mais qu'un magistrat censé protéger les citoyens des inepties et des abus de l'administration leur emboîte le pas, ça devient intolérable et ça pousse à la révolte. Quand on sait que des prénoms saoudiens, égyptiens, afghans... sont entrés allègrement dans la nomenclature des prénoms de notre administration tandis que les prénoms authentiquement algériens sont soumis au bon vouloir de certaines autorités ! Cela s'apparente à du racisme officiel.

Je m'insurge contre cette injustice et j'introduirai une plainte auprès des ins-

tances nationales et internationales de défense des droits humains et culturels.

Faut-il rappeler à ces messieurs préposés à l'identité nationale que les années de plomb où l'identité amazighe était considérée comme une tare nationale sont derrière nous. Des hommes et des femmes fiers de leur algérianité, qui ne se cherchent pas des origines dans les tribus d'Arabie, se sont dressés contre le génocide programmé de leur histoire millénaire.

La mère du nourrisson brimé dès sa naissance s'appelle Kahina ; elle est fière de porter le nom d'une femme qui a défendu sa terre et l'honneur des siens. Ses sœurs s'appellent Tin-Hinan et Dassine, prénoms puisés dans le stock vernaculaire touareg, donc amazigh et algérien.

Il y a plus de 20 ans, j'ai livré bataille pour inscrire ces filles à l'état civil de Tizi-Ouzou, aujourd'hui encore je dois mener un nouveau combat pour inscrire mon petit-fils. Quelle tragédie pour l'Algérie et ses enfants !

Au 21^e siècle, il y a encore en Algérie des « responsables », incultes, soumis à leurs parrains idéologiques ou abusant de l'autorité que leur confèrent leurs postes pour tenter de bloquer la réhabilitation de notre patrimoine onomastique, archéologique et linguistique. Ces prédispositions

mentales et politiques relèvent d'un pourrissement culturel et politique induit par une déculturation profonde, touchant des pans entiers de nos institutions. Les psychologues appellent cela la haine de soi. Haine de soi érigée en principe de gestion étatique puisque le déni identitaire est poussé jusqu'à l'importation des prénoms et des ancêtres. Sinon comment appeler cette disposition mentale qui incite à renier ses origines, ses patronymes, sa langue... pour adopter une patrie de rechange ?

Ne vous en déplaise, messieurs les préposés à l'identité nationale frelatée et d'importation, le petit Maksén est algérien et berbère, il est de la tribu des lions (les Aït Yiraten). De son berceau, il clame son algérianité et son amazighité, à l'instar de son grand-père qui, depuis les années 1970, a subi la prison, la torture, les brigades policières et administratives, à l'instar aussi de sa mère qui, à l'âge de six ans, s'est vu refoulée de l'aéroport parce que son père était fiché.

Quand Maksén grandira, on lui racontera que son prénom a porté atteinte à la « sûreté identitaire » de l'Etat comme son grand-père en 1985 pour avoir assumé publiquement sa berbérité.

S. D.